

## La vie bien remplie d'un homme tranquille

Evoquer la vie quotidienne du personnel des Hôpitaux de Nantes il y a quelque 65 ans n'est pas sans risque : la vie était si différente que l'on craint toujours d'être suspecté d'en dire trop pour retenir l'attention du lecteur, d'inventer plus ou moins un mode de vie qui, sous bien des aspects, s'apparente plus à celui des siècles passés qu'à celui des temps modernes. Et pourtant, il y a encore autour de nous des témoins qui sont là pour nous confirmer qu'il en était bien ainsi, qu'ils ont vécu cette ambiance de la vie hospitalière déjà si lointaine et pourtant si proche.

Pour preuve, nous en avons rencontré un. S'il a tenu à garder l'anonymat, et nous respecterons bien entendu sa volonté, son récit, dans son extrême simplicité, nous a paru d'autant plus intéressant qu'il ne s'encombre d'aucune fioriture, d'aucun détail susceptible de valoriser son auteur. C'était comme ça. Point final.

Pour répondre à sa volonté, nous avons adopté une forme impersonnelle, mais tous les détails de cette vie hospitalière ont été réellement vécus.

En ces années 30, la vie n'était pas facile pour les petits cultivateurs du Morbihan. La crise se faisait rudement sentir, même si, dans un premier temps, personne n'aurait pu imaginer que le krach financier de 1929 à la bourse de New York allait si rapidement et si profondément bouleverser l'économie française. Le blé ne se vendait plus, les cochons ne se vendaient plus, c'était la misère à la campagne, d'autant plus lancinante que les bouches à nourrir étaient nombreuses dans les familles morbihannaises où le planning familial restait encore totalement à inventer. Il fallait donc quitter le village natal, sans autre ambition que de survivre. Mais, à qui s'adresser, en cette année 1934, quand on a ni métier, ni relations, ni diplômes ?

Par chance, notre homme avait un frère, ordonnance d'un officier du 65<sup>ème</sup> régiment d'infanterie, qui tenait garnison à Nantes avant la guerre. Le frère posa la question à son chef qui conseilla de s'adresser à M. MARATIER, alors surveillant général à l'Hospice Saint-

Jacques, et lui-même ancien lieutenant d'active. Il n'était pas question, à cette époque, d'espérer être embauché à l'Hôpital autrement que sur recommandation : peu importaient les diplômes pour les agents les plus modestes. A vrai dire, la rémunération et les conditions de travail étaient si peu alléchantes qu'il eut été difficile de faire autrement pour les religieuses, alors en charge du personnel pour l'ensemble des services d'hospitalisation. Ce qui leur fallait, c'était des garçons ou des filles courageux, de caractère facile, acceptant sans se plaindre une existence quasi monacale.

Le premier contact de notre homme avec M. MARATIER fut le bon puisqu'il se trouva sans délai recruté et affecté à un service d'hospice de l'Hôpital Saint-Jacques. Il n'avait pas encore 18 ans.

Ne pouvaient être recrutés que des célibataires, puisque le personnel couchait sur place, dans le service même, quand, au terme de sa journée, il était désigné comme veilleur de nuit. Les employés qui voulaient se marier devaient donc donner leur démission.

Avant 1936, le personnel de Saint-Jacques ne bénéficiait que d'une demi-journée de congé par semaine. Et encore fallait-il rentrer l'hiver avant 21 heures, l'été avant 22 heures. Pour avoir accès à l'hôpital, dont la grille restait close, chacun devait présenter la planchette de bois sur laquelle son nom était inscrit. Inutile de traîner dans les cours après 22 heures : le veilleur de nuit qui, accompagné de son chien, faisait sa ronde, rappelait vite au retardataire les consignes de la maison. Si les temps de repos étaient limités en semaine, le personnel bénéficiait pourtant dans les hospices de trois semaines de congés payés, avantage non négligeable par rapport à d'autres corps de métiers.

Les employés prenaient leurs repas avec leurs pensionnaires et ne s'en plaignaient pas : en ces temps où, pour cause de chômage, les soupes populaires étaient légion, la nourriture paraissait bonne, souvent en comparaison de celle qu'ils avaient connue dans leur famille. Et, chaque fin de mois, ils allaient au bureau de Madame la Supérieure toucher leur paie : environ deux cents francs anciens ! Si peu que ce fut, cela leur permettait (*du moins à beaucoup d'entre eux*) d'aller de temps à autre "au petit bal breton" du côté de la rue d'Allonville. C'était le lieu de rencontre, point de départ d'idylles, avec ou sans lendemain, d'autant plus apprécié qu'à Saint-Jacques nombre de religieuses interdisaient aux filles et aux garçons de parler entre eux autrement que du service.

L'été, bien sûr entre garçons ou entre filles, certains jouaient au croquet dans la cour d'honneur, devant la chapelle, jusqu'à ce que le veilleur les invite à regagner leur lieu de coucher. Quelques uns allaient jouer aux cartes à l'aumônerie.

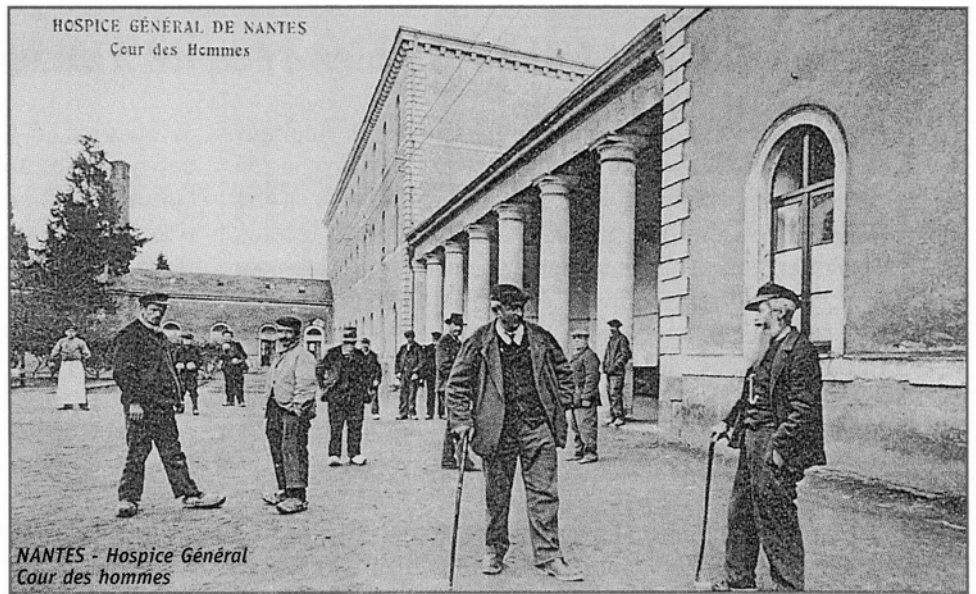
Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, dans l'ambiance catholique omniprésente de l'hospice



HOSPICE GÉNÉRAL DE NANTES  
Réfectoire des Femmes

NANTES - Hospice Général  
Réfectoire des femmes

Saint-Jacques, aucune obligation n'était faite au personnel d'assister à la messe dominicale. Pourtant, parmi ceux, nombreux, qui la fréquentaient, certains étaient bien connus pour n'y aller que pour se faire "bien voir des bonnes sœurs". De même, prenait part qui voulait à la traditionnelle procession de la Fête-Dieu, qui sillonnait les allées de l'hôpital, de reposer en reposer, dans un déluge de fleurs multicolores et de sciure colorée qui tapissait le sol, aux sons de musiques sacrées ou profanes.



NANTES - Hospice Général  
Cour des hommes

Revenait aussi, chaque année, la semaine de retraite pour les employés. Pratiquement, tous y assistaient : tous les soirs, conférence faite par un prêtre missionnaire, samedi confession et dimanche la communion. Pour couronner le tout, la communauté organisait une sortie gratuite en car, à Saint-Brévin, avec pique-nique. C'était une aubaine pour tous ceux qui n'avaient d'autre possibilité de voir la mer ...

Et les hospitalisés ? Ceux que l'on appelait les "petits employés", c'est-à-dire les hommes ou les femmes de tous âges, acceptés à l'hospice parce qu'incapables de subvenir à leurs besoins, en raison de leur âge, de leur infirmité ou de leur légère débilité, mais susceptibles de rendre encore de petits services ? Ils étaient utilisés comme main d'oeuvre complémentaire dans différents services, en fonction de leur sexe et de leurs aptitudes : jardins, cuisine, buanderie, manutention. On pouvait ainsi voir les hommes dans les brancards de charrettes à bras transportant linge ou gamelles, là où n'existait pas le réseau de wagonnets (*bien sûr poussés à bras*) utilisant les voies installées au lendemain de la guerre 1914-1918, le tout pour une indemnité dérisoire, à laquelle s'ajoutait, pour les hommes, une attribution de tabac à prix réduit.

La seule distraction était pour eux une autorisation de sortie le jeudi et le dimanche après-midi, réservée aux seuls "petits employés" travailleurs, que la plupart d'entre eux consacrait à épuiser leur maigre pécule dans les

bistrot du quartier, sorties qui se traduisaient le plus souvent par des états d'ébriété avancés : parfois même il fallait récupérer certains allongés ivres morts rue Saint-Jacques (!) malgré la menace de se voir refuser l'autorisation de sortie les semaines suivantes.

C'était au point que l'administration avait décidé que M.MARATIER, le surveillant général, dînerait jeudi et dimanche dans le service, pour intervenir en cas de bagarres, la religieuse étant incapable, seule, de faire la loi. On allait lui chercher son dîner aux cuisines, "sa boîte", bien entendu très différent du menu habituel : cela ne choquait personne, paraissait tout à fait normal, vu ses hautes fonctions, et ne faisait qu'accroître le respect que l'on avait pour lui.

A noter qu'à cette époque, les pensionnaires du pavillon Montfort (*aujourd'hui le service d'Echo*) qui venait d'ouvrir, bénéficiaient eux aussi d'un régime alimentaire différent, en raison de leur condition sociale. Qui y aurait trouvé à redire ?

La révolution sociale de 1936 est passée dans l'immédiat inaperçue à l'Hôpital Saint-Jacques. Mais, en fin d'année, le personnel a bénéficié d'une journée de congé par semaine au lieu d'une demie, les agents qui souhaitaient se marier ont obtenu d'être externes et leur rémunération mensuelle est passée de deux cents francs à huit cents francs pour tenir compte de la nourriture et du logement.

Notre homme, lui, disparaît des hôpitaux en 1938, pour cause de service militaire et l'armistice le surprend dans les Vosges, sur les arrières de la Ligne Maginot. Un jour, un sous-off. allemand apparaît, à l'opposé de ce qu'il croyait être le front "jetez vos armes, la guerre est finie ..." Ce qui fut fait, apparemment sans histoire ... départs en colonnes, embarquements en camions, camps successifs, nourriture à la portion congrue, le tout dans une large pagaille propice aux évasions, dont peu profitèrent, persuadés que leur emprisonnement durerait peu ... Beaucoup en prirent pour cinq ans.

Dans un premier temps, il fut employé à enlever les barbelés que les allemands avaient disposés à l'avant de la



12. - NANTES - Hospice général - Salle de repos et de distractions tranquilles

NANTES - Hospice Général  
Salle de repos et de distractions tranquilles





Ligne Siegfried (la réplique de notre Ligne Maginot) et à planter arbres et arbustes pour camoufler les fortifications. Sans doute les croyaient-ils à ce moment définitivement inutiles, ne pouvant imaginer qu'ils devraient les remettre en état de guerre, sans beaucoup de succès, quatre ans plus tard.

Puis, ce fut l'affectation dans une petite ferme dont le patron, déjà âgé, avait eu un fils tué en Belgique, lors de la récente campagne. Sans être brutale, son attitude s'en ressentait à l'égard des prisonniers, pour lesquels il n'avait aucune considération. Tous les soirs, il fallait retourner au camp, dans le village et, le dimanche, y passer la journée, sous l'oeil des habitants qui regardaient les prisonniers comme les pensionnaires d'un zoo.

C'en était trop. La décision de s'évader fut prise : la ferme n'était qu'à une centaine de kilomètres au nord de la frontière de Lorraine, il n'y avait donc pas le Rhin à traverser. Par chance, un camarade prisonnier travaillait dans une ferme à moins d'un kilomètre de là. Il était au mieux avec sa patronne, dont le mari était sur le front : il réussit à obtenir d'elle des vêtements civils pour notre homme, une carte et une boussole, avec la promesse que celui-ci jurerait de ne jamais la dénoncer ! Et un beau jour de juillet 1942, départ à travers champs, avec les quelques vivres récupérés des colis envoyés par la famille les semaines précédentes. Apparemment sans problèmes majeurs, sinon celui de la soif en cet été brûlant, malgré l'absence de papiers d'identité : la felgendarmerie avait mieux à faire ... S'enhardissant, notre homme prend carrément le train dans une petite gare (il s'était muni de quelques marks), arrive à la frontière où il savait pouvoir s'adresser à quelqu'un qui lui indiquerait un lieu de passage réputé sûr (*il devait apprendre par la suite que ce passeur "bénévole" avait été dénoncé par des voisins mais s'en était bien tiré, car, pour donner le change, il livrait du beurre aux gendarmes allemands*).

Et voilà la frontière franchie puis, de nouveau, usage du train jusque dans un département du sud-ouest, à la limite de la fameuse ligne de démarcation, qui sera elle aussi franchie dans les mêmes conditions... On reste confondu devant un récit d'une telle simplicité alors que, depuis cinquante ans et davantage, livres et films nous font frémir à l'évocation de tous les dangers encourus. Le célèbre film "La vache et le prisonnier", avec le regretté Fernandel, que l'on revoit aujourd'hui en ne retenant que son aspect comique n'était donc pas pure fiction, démonstration en est faite. Le cas dut être rare, mais certainement pas exceptionnel, même si la réalité semble parfois dépasser la fiction.

Et notre homme ? S'employant comme débardeur en forêt, il resta deux ans dans le midi, pourvu cette fois de papiers et démobilisé dans les règles, pas loin de maquis avec lesquels il voisinait sans problèmes "c'était leur affaire".

Revenu à Nantes après la libération de la ville, il reprit son travail à Saint-Jacques mais eut la mauvaise (ou louable) idée de se rendre à une caserne d'Angers, comme l'invitait à le faire un avis paru dans la presse à l'usage de tous les hommes de sa classe. Sans doute, là encore, n'était-il pas le seul dans son cas, puisqu'il eut la surprise d'être encaserné d'autorité pour trois mois au prétexte (nous sommes en 1945) que, malgré sa mobilisation, sept ans plus tôt, sa campagne de 1939-1940, sa captivité et son évasion, il n'avait pas encore fait la totalité du service réglementaire ...: trois mois passés à tuer le temps, au terme desquels il fut enfin démobilisé pour de bon et put définitivement reprendre son travail.

Il devait le poursuivre plus de vingt ans, dans les conditions difficiles qui furent celles de l'après-guerre. Nous n'en dirons pas davantage pour lui garder son anonymat.

Propos recueillis par  
**Maurice SAVARIAU**  
 Novembre 1998